

En relisant Raymond Barre

Posté le : 31 juillet 2012 03:11 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

Raymond Barre, "le meilleur économiste de France" est arrivé au pouvoir à la suite d'une série d'évènements majeurs.

En été 1971 Nixon a mis fin au système de Bretton Woods. En 1973 à la Jamaïque, Valéry Giscard entérine toutes les modalités nouvelles du système des changes. Ils flotteront. Les monnaies seront désormais rattachées à rien. Des banques centrales "indépendantes" seront chargées de veiller sur elles. Les "marchés" font leur apparition en majesté. Le dollar s'effondre et tombe rapidement en Franc à 3.50, contre 5 à 6 jusque là. Les pétroliers s'affolent. Leurs recettes diminuent presque par deux. La crise décennale se produit dans ce chaos. Il s'y ajoute la guerre au Proche-Orient. Le cartel pétrolier décuple le prix du pétrole. La stagflation s'installe.

La mort brutale de George Pompidou met Valéry Giscard au pouvoir avec Jacques Chirac comme Premier Ministre. Ils veulent démontrer que la gauche n'a pas le monopole du cœur. Ils font naître l'énarchie compassionnelle qui va envahir le pays pour quatre décennies. Ils tentent une "relance keynésienne". Ils n'ont absolument pas compris qu'en régime de changes flottants ces relances ne fonctionnent pas tout en mettant un régime de licenciement fou : autorisation administrative de licenciement d'un côté (ce sont les fonctionnaires qui décident si les entreprises du privé doivent ou non licencier) et indemnités licenciement économiques follement généreuses : 90% du salaire pendant deux ans. Certains jeunes cadres diplômés demandent à être licenciés !

Qu'on ne vienne pas dire que c'est faux. Ingénieur en chef d'une société de conseil américaine l'auteur de ces lignes voit un de ses alter ego se battre pour être ainsi licencié : il reprend des études de doctorat tout en alternant des activités de moniteurs de voile près de Nantes en été et de moniteur de ski en hiver. Il est vrai qu'avec le nouveau régime il gagne plus qu'avant en salaire net ! A ne rien faire... La génération de mai 68 aime les vacances au soleil et les activités ludiques. Que ce soit avec l'argent des autres ne gêne pas. "Tout pour ma gueule" aura été le vrai slogan implicite des "évènements". Heureusement "cet avantage acquis" ne tiendra pas. Mais d'autres tout aussi extravagants ne tarderont pas (intermittents du spectacles, 35 heures etc.).

Quand Raymond Barre est appelé, la situation est catastrophique. L'inflation est à deux chiffres. Le chômage atteint des niveaux inconnus (la barre du million de chômeurs fait frémir). La croissance est très faible par rapport aux années 50 et 60 mais reste à des niveaux qui nous emballeraient aujourd'hui. Le commerce extérieur est plombé et pas seulement par le poids de la facture pétrolière. L'endettement qui était pratiquement nul en 1973 n'a pas cessé de croître. L'économie financière se met en place subrepticement. Les banques ont compris après une période d'incertitude que les "marchés" sont une opportunité. La Société Générale ouvre à la défense sa salle des marchés emblématique. Le "Crazy Lyonnais" commence son "trip". Les énormes mouvements de monnaies et de capitaux dégagés par la hausse de pétrole se mettent en place. Il faut recycler des masses financières énormes. On distribue du crédit à-qui-mieux-mieux notamment en Afrique. La crise financière d'après se met en place.

Dans le monde entier l'endettement global commence à grimper. Tout le monde s'en moque.

En revanche l'inflation inquiète. Les Etats-Unis se décident avec Volcker à mettre de l'ordre. Tous les économistes le savent. Raymond Barre, membre de sociétés de pensée qui sont largement

alignées sur les Etats-Unis, le premier. Il arrive dans une phase de reprise mondiale partiellement gâchée par un second choc pétrolier. Bien qu'il soit, nominalement, plus fort que le premier, il ne provoque pas du tout les mêmes conséquences qu'en 1974. La raison, méconnue, est qu'on n'est pas dans la même phase du cycle quasi décennal. La récession décennale classique a en 1974 été aggravée par le désordre monétaire international provoqué par le flottement des monnaies et super aggravé par l'action du cartel pétrolier. En 1978 nous sommes plutôt en phase haute du cycle qui ne se retournera qu'en 1981. La hausse des prix pétroliers est absorbée sans trop de drame.

Volcker va se trouver confronté à un bouillonnement financier de haut de cycle qui aggrave tous les déficits américains. Il va aggraver la récession de fin de cycle par une politique monétaire très restrictive qui va progressivement casser l'inflation mondiale à deux chiffres,... et mettre aussitôt en danger tous les pays notamment africains qui avaient emprunté comme des malades.

En revanche l'Europe subira une crise plutôt douce, conformément à la règle qui veut qu'après une crise dure succède une crise de moindre intensité. La crise de 92-93 sera en revanche extrêmement forte, confirmant la règle.

Lors du mandat de R. Barre l'Allemagne est dans une bien plus mauvaise situation financière que la France. Principale créancière des déficits américains, elle a été largement ruinée par les aléas de la valeur du dollar. C'est elle qui paraît "l'homme malade de l'Europe" ce qui ferait sourire aujourd'hui. Le Japon prend le relais de l'Allemagne dans les années 80.. Le pays est au firmament. On copie ses méthodes de gestion. Il sera ruiné à son tour en 92-93, quand les énormes réserves en dollars qu'il aura accumulées seront dévaluées. La Chine prendra alors le relais...

Personne ne voit le système malsain des doubles pyramides de crédits qui se mettent en place sans gardes fous depuis que le système des changes flottants s'est installé. Qui dit pyramide de crédits dit pyramides de dettes. Les pays commencent à dépasser les 280% de dettes globale et approchent des 300%.

On voit déjà clairement apparaître le triptyque :

- Une France noyée de dépenses publiques avec une grosse poussée de dettes et d'impôts. Le septennat Giscard sera d'abord un septennat fiscal (aggravation de tous les impôts, fin du forfait et généralisation de la TVA, impôt sur les plus value, etc.).
- Une Europe embarquée dans une forme d'unification monétaire poussant à la contraction monétaire voire la déflation. Trichet pointe son nez.
- Un monde totalement désorganisé par les changes flottants et une finance débridée qui entre dans des formes de folies financières qui aboutiront à la dénonciation de "l'horreur économique".

Ces trois tendances seront fortement aggravées dans les décennies suivantes mais resteront en ligne avec ce qui est déjà évident en 1978-1980.

Nous-mêmes discussions déjà dans notre enseignement e ces questions centrales : L'Europe s'est elle perdue sans retour dans son modèle finalement social-démocrate d'hyper fiscalité et de faible compétitivité ? Vivons nous une crise du modèle européen d'abord, les tigres d'Orient montrant notre décrépitude de pays paresseux et vieilliss ? Les pays occidentaux sont ils victimes du chantage des pays pétroliers et faut-il comprendre que ce chantage va nous ruiner progressivement ? Sommes-nous victimes d'un système monétaire international dont déjà on voit les faiblesses et les dangers ?

Le livre de Raymond Barre, "Une politique pour l'avenir", Plon, 1981, permet de constater comment un chef de gouvernement de l'époque, féru d'économie, percevait ces problèmes.

Sur les changes flottants :

"Le premier [facteur de la crise] est le dérèglement du système monétaire international qui a commencé vers 1968 mais dont les manifestations les plus aiguës se sont produites à partir de 1970. Il a entraîné une instabilité du dollar qui était et qui reste la monnaie pivot du système économique, monétaire et financier international".

Jean Boissonnat qui sert de faire valoir dans ce chapitre du livre pose alors une excellente question :

" Depuis ces dérèglements monétaires on a vu se généraliser le flottement des monnaies. Le libre jeu du marché est censé conduire au prix d'équilibre pour chaque monnaie. Or il n'en est rien. N'est-ce pas la preuve que les mécanismes de marché ne peuvent pas résoudre tous nos problèmes ?"

Réponse de Raymond Barre : "Le régime des changes flottants n'exprime pas un choix libéral. Il traduit plutôt l'incapacité où se trouvent les responsables des diverses économies de faire face à de profonds déséquilibres. Je suis un partisan très ferme des changes fixes sur le plan international. Cependant à partir de 1973, après l'échec du Smithsonian Agreement, je suis arrivé à la conclusion que le maintien des changes fixes n'était plus possible".

Note : le Smithsonian Agreement avait suivi la décision de Nixon de ne plus rembourser de dollars en or. On bricola alors un arrangement permettant une réévaluation de toutes les autres monnaies avec un change fixe pour le dollar détaché de l'or. La défiance fut telle que le système explosa et que les accords de la Jamaïque mirent en place les changes flottants.

Raymond Barre avance trois raisons :

- "Pour qu'un système monétaire fonctionne il faut que tous les pays qui y participent respectent un certain nombre de disciplines. Or ce n'était plus le cas"
- "En deuxième lieu l'excès de liquidités internationales, c'est-à-dire de dollars, qu'il n'était pas possible de maîtriser".
- "En troisième lieu la hausse du prix du pétrole qui a provoqué des déséquilibres supplémentaires et massifs des balances des paiements".

Il conclut : "Aucune monnaie ne flotte au seul gré des forces du marché". "Quand vous me dites que l'actuel régime des changes flottants est un système libéral, je vous répons non". "Le taux de change du dollar n'est pas un prix comme un autre; il ne peut être assimilé [...] au prix du chocolat ou de la cacahuète."

Le professeur Barre dans son manuel n'évoque pratiquement pas les changes flottants. Il professe comme toute la génération des professeurs d'économie de l'époque que les changes flottants de monnaies administratives sont un machin exotique et dangereux et que la rationalisation ex post de Milton Friedmann ne tient pas la route. La monnaie n'est pas une marchandise comme les autres. Il constate simplement que les Etats-Unis n'en veulent plus par commodité nationale. Ils souhaitent abuser de la position dominante du dollar. Ils ont fait sauter les règles de Bretton-Woods. Ils inondent le monde de liquidités. Ils ont provoqué une réaction mercantiliste chez les producteurs de pétrole. C'est comme cela. Inclignons nous et taisons nous.

Nous affirmons ici que le désastre économique continu que nous vivons depuis 1971 est du au système des changes flottants. Retenons que cette idée n'est ni nouvelle ni saugrenue. Les changes flottants, cela ne marche pas, cela n'a jamais marché et cela ne marchera jamais. Raymond Barre s'est couché devant une réalité qui s'imposait à lui, tout en n'en pensant pas moins. Comme tous ses successeurs sans exception. La seule différence est qu'il disait encore, de façon subliminale, qu'il

s'agissait d'une folie venant des Etats-Unis qui imposaient une relation de force au reste du monde. Plus personne n'osera agiter ce chiffon rouge. Le tabou des changes flottants allait s'installer avec la seule rébellion de Maurice Allais qui sera évacuée sans douceur à la fin des années 90.

On trouve dans le livre un autre aveu, totalement différent celui là: son "libéralisme ne diffère pas beaucoup de ce que pensent et ce que font les gouvernements socio-démocrates". Chirac avait voulu un "travaillisme à la française". Barre lui est carrément social-démocrate. Les deux chefs de gouvernements de Giscard, le père de "l'énarchie compassionnelle", se présentent ouvertement comme "de gauche". Barre n'hésite pas une seconde à considérer que l'Etat doit assurer une distribution des revenus par la fiscalité et une politique de prestations sociales. Il n'hésitera pas plus à ouvrir grand les portes de la gestion de Lyon, longtemps la ville la plus conservatrice de France, au Parti socialiste. On est là à l'origine d'un grand mouvement qui verra plus tard Alain Juppé expliquer que le RPR aurait du lui-même proposer le RMI et l'ISF et Sarkozy se défendre d'avoir été de droite lors des élections de 2012 en prouvant qu'il avait pris aux riches pour donner aux pauvres, ce qui est parfaitement exact. Il glorifie "le dialogue social qui a pu s'instaurer en France" et qui conduire le gouvernement Fillon à sacrifier le dialogue préalable avec les syndicats avant de prendre toute mesure.

Raymond Barre, comme Giscard, comme Chirac est un fonctionnaire qui considère comme normal d'aggraver constamment la pression fiscale, ce qu'il fera sans vergogne et par tous les moyens. Et qui ne limitera en rien la dépense publique bien au contraire.

Comment, dira-t-on, se fera-t-il le parangon de la "rigueur" et suscitera-t-il autant de "porteurs de pancartes" avec ces "Barre-toi" si caractéristiques de l'époque ?

Il a compris qu'il fallait lutter contre l'inflation, contrôler l'évolution de la masse salariale, mettre fin au contrôle des prix, rétablir la balance du commerce extérieur. Ce qu'il fera. Et bien. Il a défendu une politique d'économie d'énergie drastique appuyée par le recours au nucléaire qui limite la dépendance extérieure. Il a libéré de tutelles excessives les grandes entreprises "qui se sont fixé comme objectif d'occuper une part significative du marché mondial".

Deux phrases intéressantes : "La politique budgétaire doit être conduite en étroite liaison avec la politique monétaire". "La politique du taux de change doit être soutenue par la maîtrise de la dépense publique et de la création monétaire interne". Elles devraient pousser à la délectation morose tous ceux qui constatent que la France n'a plus ni politique monétaire, ni politique de change et depuis le traité récent, même plus de politique budgétaire !

En un mot la France n'a plus aucune possibilité de conduire une quelconque politique économique. Ce n'est même pas sa volonté d'indépendance qui est en cause : elle n'a plus de volant, de boîte de vitesse ni de frein et d'accélérateur.

On comprend mieux pourquoi le mariage des homosexuels et l'impérieux devoir d'équiper les voitures d'éthylotests sont les préoccupations principales du moment.

Sur l'Europe, Raymond Barre a tout du cabri : Vive l'Europe. Vive l'Europe. Vive l'Europe. Aucune discussion. Il faut y aller et c'est tout. "On entend souvent dire que la Communauté est en crise. On stigmatise, c'est un thème facile, sa prétendue incapacité à régler les problèmes auxquels elle doit faire face et on déplore son enlisement". Après avoir ridiculisé, sans réelles preuves, ces vilaines idées, Il développe ses propres principes cardinaux :

- la consolidation d'un grand marché industriel"
- la survie de la PAC grâce à une politique "équilibrée et efficace".

- La réalisation d'une zone de stabilité monétaire. "Il n'est pas indifférent pour l'avenir que ce pôle de stabilité tende à attirer nos voisins suisses autrichiens et scandinaves".
- Des liens privilégiés avec soixante états d'Afrique et des caraïbes.
- La coopération politique en Europe.
- L'existence d'un système institutionnel européen original
- La pierre angulaire est la relation étroite avec l'Allemagne.
- Le budget européen n'a pas vocation à grandir et les nouvelles coopérations ne peuvent être imaginées à partir de ressources fiscales affectées.
- On ne peut éluder les problèmes posés par l'élargissement de la communauté à ...12 pays. "ne devons nous pas nous interroger sur la façon d'organiser la solidarité financière entre les pays membres de manière à éviter à la fois des situations intolérables pour certains états membres et le "juste retour" contraire à la notion même de communauté?"

Sur ce sujet européen contentons nous de constater qu'il n'y a aucune réflexion de fond. L'Europe "fara da se". Point final. C'est un credo. La fuite en avant sera donc la solution, toujours et encore. Mettons la charrue avant les bœufs et allons y. C'est ainsi qu'on en viendra à un élargissement totalement incontrôlé et à l'Euro.

L'Europe est avec les changes flottants et la social-démocratie de droite, une des trois vaches sacrées qui vont dominer la politique française les trente années suivantes avec les résultats déplorables que l'on sait.

Finissons par quelques recommandations Barristes qui ne manquent pas d'intérêt et parfois de sel.

" Le "réploiement énergétique" sera la "nouvelle frontière" des "années 80"". Encore un effort et on affirmera après un Grenelle de l'environnement que la croissance sera verte ou ne sera pas !

"Un autre important défi des "années 80" sera la stabilité monétaire au plan national et international". On verra comment le "programme commun de la gauche" relèvera ce défi à l'intérieur et ce que la dérégulation financière à l'international fera de la stabilité monétaire à l'extérieur. Il est vrai que Raymond Barre prudemment explique : " je n'esquisserais pas devant vous un plan de réforme du système monétaire international". On peut être courageux sans être téméraire. Surtout ne rien dire qui fâche nos grands amis américains et la finance internationale. On parlera donc de "stabilité monétaire" à préserver ou instituer, c'est selon. On a vu ce qu'il en est advenu. A chaque G.20 on chante encore trente ans plus tard un joli couplet sur la stabilité à venir.

Il faut éviter les tentations de la facilité : "la première est la tentation de l'endettement extérieur massif et continu". Bien vu professeur. "La relative facilité du recours à l'emprunt peut créer des illusions. Aucun pays ne peut à moyen terme se dispenser de politique d'ajustement indispensables au rétablissement de l'équilibre extérieur". Si M'sieur : il suffit de créer l'Euro. Les déficits deviennent internes et la valeur de la monnaie n'est plus affectée. Alors pourquoi se gêner ? D'autant plus que la libéralisation complète des mouvements de capitaux permet de s'endetter partout et à de bonnes conditions si l'Euro est fort.

Que conclure de ce petit retour sur le passé ?

D'abord que M. Giscard a fait une politique de gauche : dépenses publiques, dettes, impôts qui a été menée par ses deux Premiers Ministres. Le premier l'a menée dans l'inconscience la plus superbe,

croisant encore qu'on pouvait faire de la relance keynésienne à tout va. Le second a été plus prudent, conscient qu'il fallait lutter contre l'inflation et revenir aux grands équilibres. Mais il avoue sa vocation social-démocrate. Philippe Némou a écrit un fort bon livre sur "la France aveuglée par le socialisme" (François Bourin éditeur- Novembre 2011) . Le septennat Giscard lui offre un chapitre complet. Les Français choisiront bientôt l'original par rapport à la copie et on lâchera tout ce que Barre avait essayé de fixer.

Puis ce sera le ni-ni chiraquien puis la fausse rupture sarkozienne puis le socialisme fiscalement matraqueur hollandais.

La France est devenue la patrie de la dépense publique, du déficit et de la dette.

L'Europe est depuis toujours un must qui ne se discute pas. On ira vers Maastricht les yeux bandés en même temps que l'élargissement deviendra phénoménal. Rien n'a été discuté au fond. Aucune difficulté n'a été anticipée. Ceux qui s'y sont essayé ont été chassés de l'espoir du pouvoir. Seul le peuple finira par dire non. Il sera contourné.

Les changes flottants sont une catastrophe. Mais il ne faut surtout pas le dire et ne pas s'insurger. Les socialistes finiront d'entrer dans le système en intégrant toutes les législations laxistes en matière de finance avec M. Bérégofoy. La décennie 80 verra une croissance encore plus faible que celle de 70. Celle de 90 sera encore plus nulle, en attendant les premières dix années du siècle. Et les 10 suivantes qui seront catastrophiques. Quo non descendam ? La crise de 93 sera la plus dure depuis la crise de 29, délogeant la crise de 1974, avant d'être délogée à son tour par la crise de 2008-2009.

Certes il y aura un rébellion contre les changes flottants après la crise financière de 1998, et l'annonce par Maurice Allais d'une crise mondiale du type 1929. Il sera d'abord moqué, puis amalgamé à Le Pen, puis enterré. Le tabou des changes flottants reste coulé dans le bronze de la lâcheté européenne et française.

On continue comme cela, perinde ac cadaver?